

Présidentielle 2027 : du défi écologique à la contrainte budgétaire, le basculement des priorités des Français

Crise du logement, flambée des prix de l'énergie, baisse du pouvoir d'achat... Quelles priorités énergétiques pour les Français à un an de l'élection présidentielle ?

- À l'heure où les enjeux de pouvoir d'achat s'imposent au cœur des préoccupations quotidiennes, les questions énergétiques cristallisent des arbitrages de plus en plus concrets pour les Français. Ces dynamiques prennent une résonance particulière dans la perspective de la prochaine élection présidentielle de 2027.
- En effet, les attentes autour de la protection du pouvoir d'achat, de la souveraineté énergétique et de l'efficacité des politiques publiques apparaissent désormais étroitement liées et structurantes dans le débat à venir.
- Dans ce contexte, le groupe Hellio, acteur expert de la maîtrise de l'énergie, a souhaité mieux comprendre les évolutions du regard des Français sur l'énergie et leurs attentes en matière de transition et d'accompagnement.
- À travers une étude Ifop pour Hellio¹, l'énergie apparaît désormais comme un enjeu économique et social, avant d'être un enjeu écologique, la maîtrise des coûts s'imposant comme une priorité centrale.

Principaux enseignements de l'étude Ifop pour Hellio "Le regard des Français sur les enjeux énergétiques à un an de l'élection présidentielle" :

- 79 % des Français placent la lutte contre la hausse des factures d'énergie en tête de leurs priorités énergétiques (+13 pts en 4 ans).
- 45 % estiment que leurs dépenses d'énergie pèsent lourdement sur leur budget mensuel ; 27 % renoncent souvent aux vacances, 15 % à leur voiture, 12 % à des achats alimentaires, 8 % à des soins médicaux à cause de leur facture d'énergie.
- 57 % sont sensibles aux économies d'énergie au point de réduire partiellement leur confort.
- 89 % déclarent que les conflits internationaux renforcent leurs inquiétudes sur l'énergie.
- 42 % considèrent l'énergie nucléaire comme la plus intéressante pour l'avenir de la France (+10 pts en 1 an).

¹ **Méthodologie** : Étude Ifop pour Hellio réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 24 au 26 mars 2026 auprès d'un échantillon national représentatif de 2 004 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

- **83 %** jugent prioritaire la rénovation énergétique des logements, mais l'intention de travaux tombe à **37 % (-6 pts vs 2022)**.
- **50 %** estiment les aides à la rénovation mal ciblées ; seulement **45 %** se sentent suffisamment accompagnés pour engager des travaux.
- **30 % des électeurs** considèrent les questions d'énergie et d'environnement comme déterminantes pour leur vote à la présidentielle.



“Dans un contexte de crise énergétique, cette étude met en exergue une réhabilitation du nucléaire comme réponse à la double anxiété géopolitique et économique, et un décrochage des renouvelables perçus comme trop coûteux et/ou inadaptés aux territoires. Dans une campagne présidentielle où la question des dépenses contraintes pèsera lourd, la transition énergétique devrait donc sortir du seul registre environnemental pour s’inscrire comme une réponse aux vulnérabilités économiques et sociales du pays.” affirme François Kraus, Directeur du pôle Politique et Actualités d’Ifop

L'énergie devient avant tout une question de pouvoir d'achat

Dans un contexte de tensions sur le pouvoir d'achat et de pression sur les budgets des ménages, la **lutte contre la hausse des factures d'énergie s'impose désormais comme la première priorité énergétique des Français** : 79 % la jugent « tout à fait prioritaire », soit 13 points de plus qu'en 2022, loin devant l'indépendance énergétique (72 %) et la sécurité nucléaire (67 %). À l'inverse, le développement des énergies renouvelables, longtemps emblème du débat énergétique, recule de 10 points en quatre ans (51 %).

Ce résultat traduit un renversement de hiérarchie **dans un contexte économique marqué par des arbitrages de plus en plus contraints** : l'énergie n'est plus seulement appréhendée sous l'angle de la transition ou de la souveraineté, mais comme un enjeu économique immédiat qui pèse sur les choix du quotidien.

Au-delà de la perception des priorités, l'étude met en évidence un impact concret sur le quotidien : **45 % des Français déclarent que les dépenses d'énergie pèsent lourdement sur leur budget mensuel**. L'énergie devient ainsi un facteur structurant des arbitrages de consommation :

- 27 % déclarent renoncer aux vacances ;
- 15 % à l'usage d'une voiture ;
- 12 % à certains achats alimentaires.

Des renoncements qui touchent à des besoins essentiels, et qui progressent. 57 % des Français déclarent par ailleurs être sensibles aux économies d'énergie au point de **réduire partiellement leur confort**, une sobriété davantage subie que choisie pour une large part de la population.



*“Ce sondage confirme que l'énergie est devenue une question sociale avant d'être une question écologique. Les Français ne tournent pas pour autant le dos à la transition énergétique. Alors que 45 % d'entre eux déclarent subir l'énergie comme une charge lourde, **deux réponses s'imposent dans l'opinion. Le nucléaire pour assurer notre sécurité énergétique et la rénovation énergétique pour alléger la facture au quotidien.**”* observe Thomas Lam, député de la 2e circonscription des Hauts-de-Seine.

Réduire sa consommation : la rénovation énergétique, un levier prioritaire qui ne se traduit pas encore en “passage à l’acte”

Dans un contexte de pression persistante sur le pouvoir d’achat et de recherche de solutions concrètes pour réduire durablement les dépenses d’énergie des ménages, la rénovation énergétique s’impose très largement comme une priorité.

83 % des Français jugent prioritaire la rénovation énergétique des logements. **C’est la mesure jugée la plus efficace pour réduire la consommation d’énergie en France**, devant la rénovation énergétique des bâtiments publics (77 %), le développement des énergies renouvelables (71 %), le développement des transports durables (70 %) ou la sobriété et la réduction des usages (62 %). Pourtant, dans un contexte où les arbitrages financiers sont de plus en plus contraints pour les ménages, cette conviction ne se traduit pas en passage à l’acte : **seuls 37 % des Français déclarent envisager des travaux de rénovation énergétique, soit un recul de 6 points par rapport à 2022.**

Ce décalage s’explique en partie par un déficit d’accompagnement opérationnel dans un environnement où la complexité des démarches constitue un frein important : **seuls 45 % se sentent suffisamment informés et accompagnés pour engager des travaux.** Il reflète également une perception critique de l’efficacité des aides : 50 % estiment que les aides à la rénovation sont mal ciblées. À l’inverse, seuls 7 % considèrent ces aides comme suffisantes et bien ciblées. L’obstacle ne réside donc pas dans le désir de rénover mais dans la complexité perçue du parcours, le manque de lisibilité des dispositifs et l’absence d’un accompagnement de bout en bout.

Géopolitique et nucléaire : l’énergie devient un enjeu de souveraineté nationale

Dans un contexte de tensions internationales durables et d’une instabilité géopolitique qui pèse directement sur les politiques énergétiques, les Français perçoivent de plus en plus **l’énergie comme un enjeu de sécurité et de souveraineté nationale**. Dans ce cadre, 89 % des Français estiment que les conflits en cours renforcent leurs inquiétudes concernant l’énergie.

Cette inquiétude, alimentée par un contexte de dépendance et d’incertitudes sur les approvisionnements, se traduit par un regain d’intérêt net pour le nucléaire, désormais considéré comme une réponse structurante pour l’avenir du mix énergétique français. Interrogés sur le type d’énergie jugé « le plus intéressant pour l’avenir de la France », **42 % des Français citent le nucléaire en premier (+10 points en un an)**, loin devant le solaire (20 %, -9 points), traduisant un **repositionnement des priorités énergétiques dans un contexte de tension internationale**.



« L’énergie a changé de statut : elle n’est plus seulement un enjeu environnemental ou technique, elle est devenue une contrainte quotidienne pour des millions de Français. Derrière les chiffres, il y a des renoncements très concrets, parfois sur des besoins essentiels. Notre responsabilité collective est désormais claire : rendre la transition énergétique accessible, lisible et surtout compatible avec le pouvoir d’achat, en accompagnant concrètement les Français dans leurs choix et leurs travaux. », observe **Pierre-Marie Perrin**, Directeur des affaires publiques et de la communication du groupe HELLIO

Contacts presse - Backbone :

Dorine Brousse - dorine.brousse@backbone.consulting - 06 79 11 53 05

Emma Dejean - emma.dejean@backbone.consulting - 07 82 93 02 89

Edith Maviel - edith.maviel@backbone.consulting - 07 64 89 59 74

À propos du groupe Hellio

Depuis plus de 15 ans, le groupe Hellio est le pionnier des solutions de maîtrise de l'énergie au service de tous les consommateurs d'énergie : entreprises, industriels, collectivités, agriculteurs, particuliers... Identification du potentiel d'économies d'énergie, ingénierie technique et financière, suivi des travaux : Hellio, acteur français et indépendant, propose des solutions de maîtrise de la consommation d'énergie, de décarbonation et de production d'énergies renouvelables, pour permettre à chacun de réduire ses dépenses énergétiques. Plus de 300 collaborateurs et un solide réseau d'implantations locales ancrées dans les territoires sont mobilisés pour accompagner tous les consommateurs d'énergie vers une transition énergétique concrète, simple et efficace.

Pour en savoir plus : www.hellio.com